



Le PS
progrès
humain

PRÉPARONS L'ALTERNANCE EN EUROPE

Face à la montée du nationalisme et de l'extrême droite, agissons pour une Europe plus forte, plus solidaire, pour la croissance et l'emploi. Nous avons cinq ans pour créer les conditions de l'alternance en Europe.

Contribution Thématique présentée par :
Rouillon Christophe

LES PREMIERS SIGNATAIRES:

Christophe Rouillon (Maire de Coulaines, Sarthe), délégué national de la Fédération des élus Socialistes chargé de l'Europe, membre du Comité européen des Régions, Vice-président de l'Association des Maires de France en charge de l'Europe

LES SIGNATAIRES:

Paul Ablin, section de Loire et sillon ; Michelle Baron, Conseillère municipale d'Yvré l'Evêque ; Claude Baron, PS Section d'Yvré l'Evêque ; Laurent Beauvais, Président de la Région Basse Normandie ; Gérard Bonneau, Secrétaire de section de Chaillé les Marais 85, membre du bureau fédéral et de l'Union Régional des Pays de la Loire ; Jean-Marc Binaud, Le Mans 1 ; Corinne BORD, Conseil national ; Patrick Dhainaut, Lunel, Hérault ; Durquety Mathieu Bureau fédéral 85 ; Aleksander Glogowski, SFA Europe, 75 ; Jean-Claude Frécon, Sénateur ; Karine Gloanec-Mairin, Vice-présidente de la Region Centre-Val de Loire en charge des Relations internationales et de l'Europe, Secrétaire nationale à la culture ; Franck Gagnaire, Secrétaire fédéral aux questions européennes (37) ; Christian Guimont, Coulaines ; Antoine Homé, Maire de Wittenheim, Conseiller Régional ; Matthieu Hornung, militant de la section de Bruxelles (FFE) ; Sandrine Hurel, Sénatrice ; Philippe Jahandier, Section Léon Blum, Coulaines ; Jean-Louis Joseph, Vice-Président de la région Provence Alpes Côte d'Azur ; Audrey Keysers, membre du Conseil National ; André Laignel, 1er Vice-président de l'Association des Maires de France, Maire d'Issoudun ; Pierrick MASSIOT, Président de la Région Bretagne ; Fabien Nicolas, Secrétaire adjoint de la section Béziers 4 ; Karine Mésange, Coulaines ; Thomas Petit, Conseil national, fédération 77 ; Jean Palussière, Coulaines ; Francine Philippet, Coulaines ; Jean Percheron, Le Mans ; Sébastien Prodhomme, Secrétaire fédéral de la Sarthe ; Hélène Qvistgaard, Conseillère fédérale PS 34 ; Nelly Vallée, St Calais ; Madeleine Siopathis, Coulaines ; Henri Weber, Directeur des études auprès du 1er Secrétaire, chargé des études européennes.

TEXTE DE LA CONTRIBUTION

Avec plus de 100 députés anti européens et d'extrême droite élus au Parlement européen dont un quart sont français et avec une abstention record, les élections

européennes ont été un choc.

Pourtant les européens restent attachés à l'Union Européenne et une majorité des citoyens de la zone Euro reste favorable à la monnaie commune.

L'Europe ne doit plus être le bouc émissaire. Toutes les lois européennes sont validées par les États, le parlement européen et les parlements nationaux.

Alors comment conforter ce rempart institutionnel, économique et politique face à nos démons nationalistes et fascistes ?

Les partis doivent enfin prendre la mesure des enjeux et accorder plus d'importance au travail nécessaire au cœur des institutions européennes pour peser.

Alors mettons à jour notre logiciel.

L'Union Européenne doit autoriser la Banque Centrale Européenne à racheter les obligations souveraines des États afin d'alléger le fardeau de la dette et d'endiguer le risque de déflation.

L'UE doit mobiliser rapidement les crédits de la politique de cohésion territoriale. Les 315 milliards d'€ du plan de relance, initié par le Président du Parlement européen Martin Schulz et par le Président de la République, doivent être utilisés rapidement par les des États, par les 100 000 collectivités locales d'Europe et par les entreprises dans les domaines de la lutte contre le réchauffement climatique, de la transition énergétique, du numérique, des transports du futur, de la recherche et de l'innovation.

L'UE doit assouplir le régime des aides publiques pour soutenir notre industrie et sauver l'emploi local.

L'UE doit renforcer les dispositifs de la directive « détachement des travailleurs » pour lutter efficacement contre le dumping social,

L'UE doit mettre en place un Parquet européen pour lutter contre le crime organisé qui coûte 1 000 milliards d'€ à l'économie licite. Il est urgent de faire payer des taxes aux multinationales là où elles font leurs profits et d'harmoniser la fiscalité des entreprises.

L'UE doit encourager les européens à se connaître en rétablissant les crédits pour les jumelages et en doublant les aides Erasmus pour tous.

L'UE doit accentuer les coopérations euro méditerranéennes et respecter les engagements des Objectifs du Millénaire visant à consacrer 0,7 % du PIB aux pays pauvres pour éradiquer l'ultra misère à l'origine de l'immigration clandestine et qui constitue un terreau fertile pour le développement des organisations terroristes.

L'UE doit se mettre à l'écoute de ses citoyens et mieux communiquer : décentraliser 20 % des crédits de communication avec pour objectifs de soutenir un réseau de villes et régions "Amies de l'Europe", de nouer des partenariats avec les médias locaux et nationaux, d'organiser 500 dialogues citoyens par ans, de planifier la visite d'un Commissaire européen par an et par région et d'imposer la marque "Europe".

Agissons pour une Europe plus forte, plus solidaire, pour la croissance et l'emploi. Nous avons cinq ans pour créer les conditions de l'alternance en Europe.

Contactez les auteurs de la contribution :

- @ch_rouillon
- <http://fr-fr.facebook.com/people/Christophe->

Rouillon/1612154780

- christopherouillon@orange.fr